



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti

Socialiste unifié

NUMÉRO 114
15 Septembre 1962

0,40 NF

- Il n'y a plus d'hommes à Troyes

(Page 2)

- N'enterrez pas l'Algérie socialiste

(Page 3)

- La politique des revenus en France

(Pages 4-5)

- Cuba : le début de la guerre

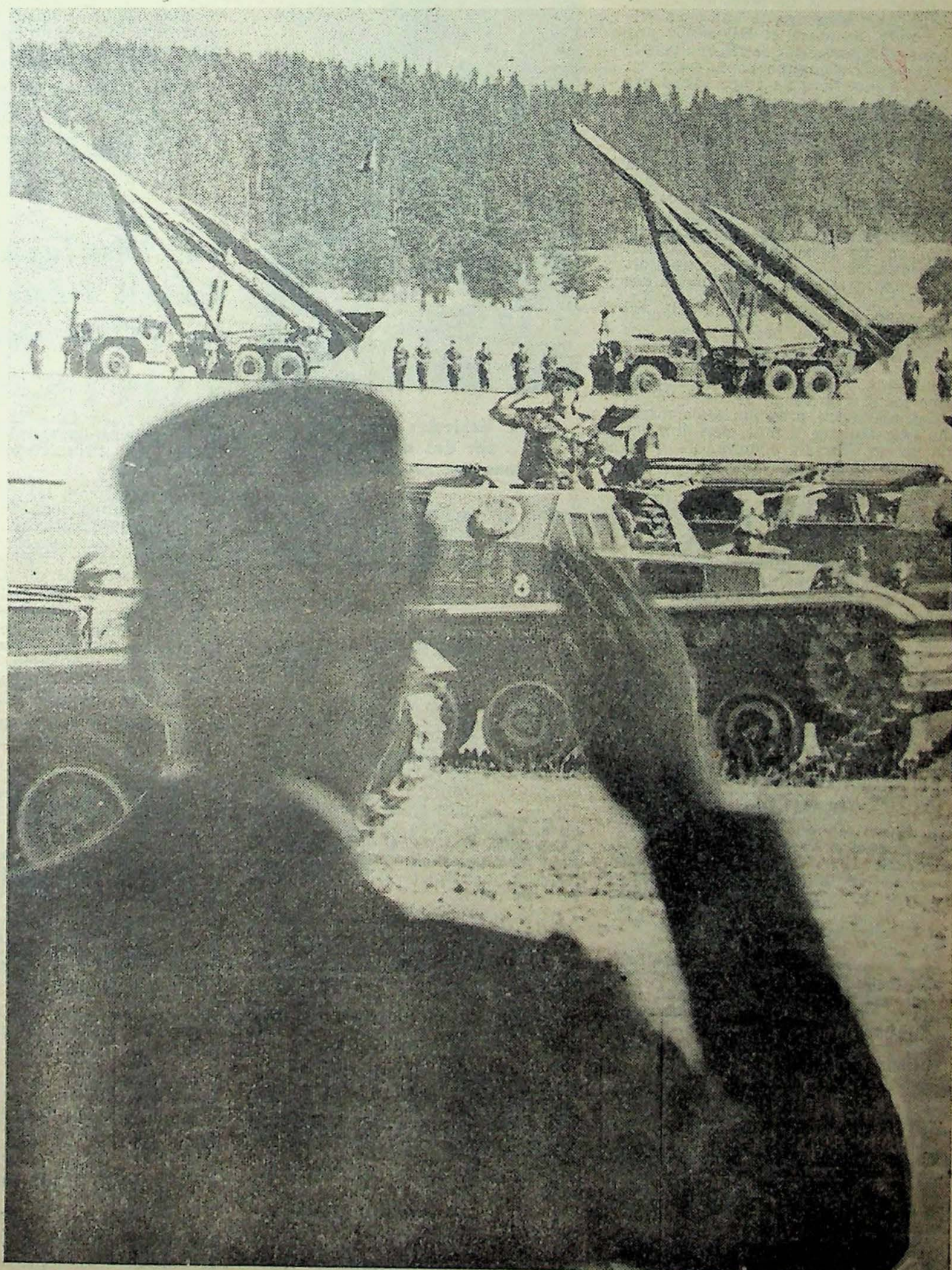
(Page 7)

- Le phénomène Simon

(Page 8)

- L'armée de la réconciliation ?

(Page 3)



(A.F.P.)
Le général de Gaulle assistant au défilé de blindés et de camions porte-fusées au cours de son voyage en Allemagne.

Le verdict du procès de Troyes

RIEN que votre voix, messieurs les Jurés. Mais qu'elle réponde dans le sens que je vous ai dit ! Il faut qu'on l'entende à travers la France entière, peut-être à travers qu'en France il y a encore des lois et qu'à Troyes, il y a encore des hommes ». Cela c'était le réquisitoire, l'envoi final que devait lancer l'avocat général Fouquin vendredi matin. Pour Cabanne de Laprade en fuite et Henri Manoury il réclamait la peine de mort et admettait pour les autres des circonstances atténuantes à des degrés divers. M. Fouquin, et comme pour répondre aux développements du vichyste Tixier-Vignancour, avait bien rappelé le passé, l'appel de juin 1940. Il en avait appelé aux sentiments des jurés : « Le général de Gaulle est notre voisin, il passe souvent sur notre route, il est aussi le chef de l'Etat... partout il doit trouver aide et protection en cas de malheur ».

IL N'Y A PLUS D'HOMMES !

Il n'y a plus d'hommes semble-t-il à Troyes et il faudra que dans ses voyages vers Colombey, le général évite la route de l'Aube. Le verdict rendu dans la soirée a stupéfié par sa douceur. Les jurés, pour des raisons multiples ont montré une clémence curieuse. 20 ans de réclusion criminelle pour Manoury, 15 ans pour Villemandy, Rouvière et Belvisi, 10 ans pour Barbance, la réclusion perpétuelle pour Cabanne de Laprade en fuite. Voilà. Nous ne regretterons pas qu'aucune tête ne tombe, ce n'est pas notre genre mais il est impossible de ne pas voir l'aspect politique que va revêtir désormais cette affaire. Comme le notait un journaliste c'est la première fois qu'un « régicide » sauve sa tête dans l'histoire de France.

Comment expliquer cette faiblesse ? En portant devant une juridiction civile ce qui constituait un attentat exceptionnel, le pouvoir souhaitait sans doute montrer la solidarité des jurés du « peuple » avec de Gaulle. Il y avait aussi la gifle du tribunal militaire lors du procès Salan. Les civils ne subiraient pas les pressions ou les « troubles de conscience » des militaires. Cela était vrai à supposer que les dits jurés ne seraient l'objet d'aucune autre pression. Mais même en leur absence il faut bien dire que le procès leur fit comprendre qu'ils ne possédaient pas toutes les cartes du jeu, que les grenouillages réels des services secrets s'ils se trouvaient évoqués par la bande ne leur appartenaient pas.

En fait et pour que le procès atteigne sa véritable dimension il aurait fallu que les tenants et les aboutissants de l'attentat soient exposés publiquement. Ce ne pouvait être le cas, ce ne sera jamais le cas dans les limites de la justice bourgeoise et la présence des « jurés populaires » ne doit pas jouer pour nous comme écran. Même dans le cas d'un verdict exemplaire rien n'aurait été changé. A l'heure où l'on arrêterait la dernière fournée, de Clamart celle-là — à quand le procès et devant des militaires ou des civils ? — on apprendrait que de nouveaux commandos, deita ou épsilon, franchissaient la frontière espagnole pour poursuivre les tentatives d'assassinat.

Les jurés de Troyes ont donc jugé en fonction d'une certaine confusion : ils ont été atteints par les manœuvres de diversion de la défense et l'« élévation » du réquisitoire n'a pas écarté certaines ombres, accessolres il est vrai. Ceci dit notons une fois encore l'injustice de la justice. Lorsqu'il s'agit de frapper à gauche, in-soumis, réseaux de soutien, etc., les objections « de conscience » ne pèsent pas lourd. L'échelle des condamnations laisse pantois.

Marcel Cachan.

La république en vacances

LE caractère de l'action de l'OAS-CNR semble s'être modifié, après l'échec de l'attentat du Petit-Clamart. Au terrorisme « à l'algérienne », se substituerait un effort de publicité plus spectaculaire.

Ainsi le 25 : des tracts seront lancés par des voitures non identifiées

sur les trottoirs des grands magasins, à Paris. Ces tracts seront lus.

Le 26, c'est au Palais-Bourbon. Dans ces tracts, l'OAS-CNR déclare assumer la responsabilité de l'attentat.

Puis, le 31 août, l'OAS-CNR détruit l'agence du garagiste d'Amiens qui avait aidé, par son témoignage l'action de la police.

Enfin, on a pu croire que les incendiaires de quatre camions sur les Champs-Élysées, puis dans le XVII^e arrondissement, étaient des activistes, avant que les enquêteurs n'aient avancé qu'il s'agirait de simples pyromanes.

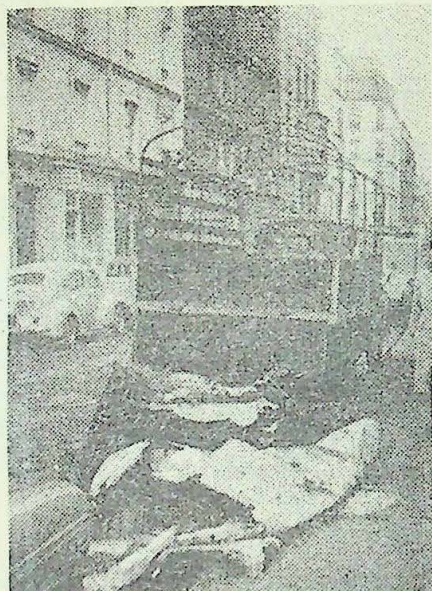
Trois catégories d'activistes

Les services de la police s'attendent pour leur part à un dernier choc, sans qu'il leur soit possible de le prévoir.

Ils distinguent trois catégories d'activistes : le salonnard tenu pour négligeable, le politico-militaire qui s'intoxique lui-même ; enfin, le terroriste qui les préoccupe essentiellement.

Le nombre de terroristes est évalué approximativement à 400 dans la Seine.

Leur origine géographique est surtout algérienne, mais une qualification de leurs mobiles devrait tenir compte soit d'une foi activiste insurmontable, soit d'une appartenance au



(A.D.P.)

« Véhicules incendiés par des activistes dans une rue de Paris ».

Milieu algérois. Ceux qui retrouvent le Milieu français quittent l'OAS-CNR pour reprendre à Pigalle notamment la place qu'ils ont perdu en Algérie.

Progression « normale » des hold-up

Cet afflux exceptionnel de main-d'œuvre criminelle n'aurait pas de répercussions sensibles, selon la police, sur les chiffres d'ensemble de la criminalité de droit commun (attentats exclus) en France.

Il y a en 1962 davantage de hold-up qu'en 1961, mais il y en a moins qu'en 1960. En 1960, le hold-up politique était ignoré. En 1962, il ne constitue qu'une variété très limitée du hold-up banal.

Cette précision doit atténuer le relief donné par la presse aux crimes politiques. Ainsi que la confusion que le public opère vite, au niveau du sensationnel, entre deux faits d'une force émotive égale, mais dont les causes ne sont pas liées : ici, le regain du gangstérisme en France et les attentats de l'O.A.S. en métropole.

Les cours d'assises qui évoqueront dans les quarante-huit heures les crimes flagrants devant elles, s'arrêteront-elles à ces considérations statistiques pour éviter de condamner les responsables d'attentats ?

Les procès qui viennent nous le diront.

Bernard Cornille.

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
56-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

Le ministre et les étudiants

ON sait que pour avoir, deux ans avant le général, amorcé ce qu'aujourd'hui les reconvertis nomment la « coopération » avec l'Algérie, l'U.N.E.F. fut l'objet d'un chantage au cours duquel M. Joxe devait se distinguer. Le ministre de l'Éducation nationale supprima les subventions de cet organe de subversion et s'en alla susciter une machine de guerre, nationale et de bon ton, celle-là : la F.N.E.F. Le cessez-le-feu puis l'indépendance ayant modifié le cours de l'histoire, on pouvait supposer du même coup voir reconsidérer l'attitude gouvernementale vis-à-vis de l'U.N.E.F. C'était naïvement penser que la volonté de mise au pas avait disparu. Il n'en est rien. M. Herzog avant les vacances a démontré le contraire, M. Herzog voulait monnayer le rétablissement des subventions accordées autrefois à l'U.N.E.F. : des sous en échange de Haut Comité de la Jeunesse. L'U.N.E.F. ayant opposé le refus normal qu'on en attendait, M. Herzog ne parla plus de subventions.

M. Herzog avait-il tenté l'aventure en franc-tireur ? Ou s'agissait-il de tâter le pouls des réactions possibles ? Difficile à dire. Car pour le dixième festival international étudiant organisé par l'U.N.E.F. du 7 au 12 septembre à Lille, le nouveau ministre de l'Éducation nationale accorda son patronage. Cela signifie qu'une subvention de 12.000 NF a été consentie. N'exagérons pas la portée du geste : pour ce même festival les subventions étaient de 100.000 NF en 1960, de 80.000 NF en 1961. Mais on attend la suite avec curiosité.

Les temporisateurs, au sein du G.E.R.O.J.E.P., qui attendaient le retour sans histoire à la « normale » n'envoient-ils pas une action auprès des pouvoirs publics ?

E. C.

La résolution du Conseil National de la SFIO

LE problème des institutions se ramène à cette constatation émise par tous les partis : de Gaulle prend l'initiative de donner au pays des institutions qui doivent lui survivre.

Quels que soient les arguments juridiques qui peuvent être avancés pour expliquer cette décision ou la combattre (non-respect de l'article 89, méfaits de la IV^e République), on revient toujours à de Gaulle dont l'action ne peut être interdite.

Il y a donc en France un phénomène de Gaulle, comme il y a un phénomène paysan, comme il y a eu un phénomène algérien.

Ce phénomène s'est développé en marge des autres phénomènes. Il

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)
SUF. 19-20

Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)
FIG. 65-21 - TRI. 28-48
C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois	5 NF
6 mois	10 NF
1 an	19 NF
Soutien	30 NF

Publicité :

Geneviève Mesgiche
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e.

TEXTES du PROGRAMME

Les éléments du Programme élaborés par le

CONSEIL NATIONAL DU P. S. U.

(30 juin - 1^{er} juillet)

sont parus dans le n° 21-22-23 du courrier du P.S.U.

L'exemplaire de 40 pages : 1,50

Payement à la commande

C. C. P. Tribune Socialiste
582665 Paris.

s'est alimenté aux mêmes sources : c'est la prospérité grandissante qui a permis d'affirmer que la France était un pays sous-développé, en même temps qu'une force de frappe lui était nécessaire.

Le Conseil national de la S.F.I.O. s'est plaint de l'existence de ce phénomène dans une résolution votée à l'issue de sa réunion, le 6 septembre, à Puteaux. Il a même vivement regretté d'être obligé de constater que son existence nuisait aux réformes nécessaires. Et l'on sentait dans sa plainte comme une sorte d'indignation.

B. C.

Algérie : rentrée scolaire sans professeurs

Alger, 6 septembre.

NOUS sommes une dizaine ici, membres du P.S.U., travaillant avec nos camarades de l'U.N.E.F. et du S.G.E.N. à préparer les étudiants et élèves algériens aux examens d'octobre.

Depuis le mois de février, aucun Musulman n'avait pu fréquenter un établissement scolaire. Et la terreur O.A.S. leur avait même fait perdre tout contact avec les préoccupations studieuses. Sur l'initiative de l'U.G.T.A. et de l'U.G.E.M.A., des écoles de rattrapage et de préparation intensive aux examens furent ouvertes à Alger. Il s'agissait avant tout d'aider ces jeunes, souvent désemparés et traumatisés, à se remettre au travail.

Nous vivons une expérience unique : les conditions sont des conditions d'après-guerre : le matériel pédagogique manque, les locaux sont improvisés, certains étudiants sortent de prison, d'autres arrivent du maquis...

Ils ont soif d'apprendre

Mais la bonne volonté est grande, et nombre d'entre nous, professeurs du secondaire, auront fait l'expérience nouvelle d'une classe avide d'apprendre, consciente de ses responsabilités. Il règne entre nous et les élèves une confiance telle qu'on en voit rarement s'établir dans le cadre scolaire traditionnel.

La presse algéroise avait annoncé notre arrivée et beaucoup d'Algériens, ayant reconnu en nous le « groupe des 52 », sont venus spontanément nous manifester leur sympathie.

Cette expérience, pour enrichissante qu'elle ait été, serait condamnée à rester sans lendemain si de nombreux enseignants ne venaient prendre la relève pour la rentrée prochaine.

La récente conférence de presse du Syndicat algérien des enseignants a fait le point de la situation : « Pour 1.200.000 élèves scolarisés en 1961-62, nous n'avons actuellement à notre disposition que 6.000 instituteurs et 150 professeurs. Alors qu'il nous faudrait environ 27.000 instituteurs et 1.500 professeurs ! »

Ces enseignants ne sont pas des techniciens comme les autres, mais véritablement les artisans privilégiés du devenir humain.

Aux militants qui, depuis sept ans, ont su manifester leur sympathie au peuple algérien et leur confiance en l'Algérie de demain, une autre occasion est offerte aujourd'hui de faire preuve de fraternité socialiste. Il faut aider la jeunesse algérienne à prendre en main son avenir.

M.-L. T.

RÉCONCILIATION

par Claude Bourdet

QU'IL est doux, qu'il est réconfortant de voir à la télévision, aux actualités et sur les photos de la presse les visages enthousiastes de ces milliers de jeunes Allemands accueillant de Gaulle ! Enfin, les vieilles haines effacées, un nouveau départ pour un monde meilleur. Etc... On se sent tout ragaillard : ce qu'espèrent précisément la télévision d'Etat et la presse de désinformation. On peut évidemment se demander ce qui se passe dans le cerveau de ces jeunes gens. Si certains d'entre eux sont capables de dépasser, eux aussi, les effusions sentimentales — j'imagine qu'ils pensent à peu près ceci :

« Nous-mêmes ou plutôt nos aînés, voici une dizaine d'années, nous avons lutté de toutes nos forces contre le réarmement de notre pays. Nous avons compris la leçon du nazisme. Les quatre alliés nous y avaient aidés par leur propagande, et d'ailleurs, la vue du pays détruit et des cimetières suffisait à nous faire dire : « Plus jamais cela ». Nous avons lutté — tout seuls. Les gens raisonnables nous disaient : « Vous vous trompez, vous êtes des idéalistes confus. » A moins qu'ils n'insinuaient que nous étions des agents communistes. Le monde extérieur nous a abandonnés chez nous. Le parti social-démocrate, les syndicats, nous ont soutenus faiblement, comme à regret, et peu de temps. Les pays occidentaux ont demandé, puis exigé qu'il y ait une armée allemande et que nous portions de nouveau l'uniforme. Que pouvions-nous faire ? Dans le caractère allemand, il y a beaucoup de courage, mais il n'y a ni l'amour des causes perdues, ni le goût de la lutte contre l'autorité. On nous disait qu'il fallait être soldats... Nous nous sommes inclinés.

« Cependant, au cours de ces dernières années, nous avons eu quelques hésitations. Nous avons vu de nouveau les musiques militaires défiler dans les villages. C'était joli, cela faisait danser les filles, mais nous avons vu aussi les officiers retrouver partout leur morgue et leur influence d'antan. Nous nous sommes aperçus que notre pays

ne devenait pas plus fort, que sa sécurité n'était pas accrue, mais qu'il était au contraire plus menacé. De l'autre côté de la ligne de démarcation, de jeunes Allemands étaient dressés de la même manière pour répondre à leur tour à la menace que, dit-on là-bas, nous faisons peser sur eux. Nous avons vu nos dirigeants réclamer des armes atomiques et nous avons eu peur que notre pays ne soit demain de nouveau le champ d'un vaste holocauste.

« C'est pourquoi nous avons été nombreux à participer à la lutte contre les armes atomiques. Comme en Angleterre, des centaines de milliers de citoyens, surtout des jeunes comme nous, se sont mobilisés dans les rues. Ici encore, apparemment, nous nous trompions. Personne ne nous a soutenus, ni à l'étranger, ni en Allemagne. On nous a expliqué que nous étions des idéalistes confus ou des agents communistes (voir plus haut) et que la bombe atomique était le rempart de la culture occidentale et gréco-latine. Nous n'aimons pas les luttes inutiles, nous respectons l'autorité, nous nous sommes inclinés. D'ailleurs, il y a maintenant des escadrilles allemandes équipées de merveilleux avions spécialisés dans le transport des bombes atomiques. Les Américains gardent pour le moment les têtes nucléaires. Mais c'est déjà très bien, et les uniformes sont aussi beaux que ceux de la dernière guerre.

« Ce qui nous manquait, c'était tout de même que quelqu'un de compétent, d'irréfusable, vienne nous dire que tout était pour le mieux, et que notre destin est vraiment d'être les chevaliers de l'Europe, comme le furent nos pères sur le front de l'Est. Que ce soit un Français, est merveilleux. Que ce soit le chef de la Résistance française, est encore plus significatif ! C'est une véritable consécration. Nous ne sommes pas hitlériens. Hitler était certainement un imbécile puisqu'il a perdu la guerre et qu'il s'est fait mal voir du monde entier en massacrant les juifs. C'était un fou sûrement. Mais son idée du Nouvel Ordre Européen était certainement juste :

la preuve, c'est que de Gaulle s'en inspire aujourd'hui. Décidément, nous nous sommes beaucoup trompés depuis 1945. Il faut reprendre l'Histoire là où nos pères l'ont laissée.

J'exagère ? Ce n'est pas cela que pensent en ce moment ces jeunes Allemands ? Non, bien sûr ! Rien n'est aussi clair, aussi simple. Mais l'attitude de l'Occident depuis quinze ans, couronnée par l'incroyable voyage de de Gaulle et par l'apothéose de l'esprit militaire allemand qui a fait l'objet de son discours à l'école de guerre de Hambourg, ne peut que les pousser à penser cela de plus en plus. On pourrait écrire qu'il y a là un nouveau crime contre la jeunesse allemande (avant que ce ne soit un crime contre la paix du monde), si le mot crime avait un sens pour un homme qui se moque aussi résolument du bien et du mal — comme il se moque d'ailleurs des Allemands eux-mêmes. Renforcer sa position de « leader de l'Europe », bloquer si possible l'entrée des Anglais, en tout cas les placer devant un axe Paris-Bonn consolidé, se rendre plus important vis-à-vis des Américains, plus menaçant vis-à-vis des Russes, donner aussi aux officiers français (loyaux ou félons), aigris par l'affaire algérienne, un nouveau champ d'activité à la mesure de leurs ambitions, tels étaient les objectifs principaux de cette démagogie électorale du style le plus classique.

Nous voyons maintenant où va la politique étrangère gaulliste. Le sabotage répété des efforts en direction du désarmement, les entraves apportées à tout essai de conciliation dans l'affaire de Berlin, prennent tout leur sens : tout cela allait vers une alliance militaire des anciens officiers hitlériens et de leurs émules de la guerre d'Algérie, alliance auprès de laquelle le groupe extrémiste du Pentagone fera bientôt figure de modéré. Nous voyons que, dans ce domaine aussi, le régime ne nous « protège » en rien et rend le pire possible. En finir avec la Cinquième République — c'est la conclusion que tous doivent en tirer.

N'enterrez pas l'Algérie Socialiste

« **V**OUS voyez, c'est la « pagaille », on vous l'avait bien dit que ces gens-là étaient incapables de se gouverner eux-mêmes ! » Ainsi parlent, à propos de l'Algérie, beaucoup d'honnêtes Français... de moins honnêtes aussi. On oublie un peu vite ce qu'était la situation avant le 19 mars : les massacres et destructions massives opérés par l'O.A.S. — pratiquement au grand jour en dépit de la présence d'une armée française nombreuse... on peut-êre grâce à cette présence même (car d'où venaient les armes, d'où venaient les exécutants ?). On est mal placé en France pour parler de « pagaille » chez les autres ! Cela dit, la révolution algérienne connaît des difficultés.

Comme vient de le souligner Boudiaf (interview rapportée par le Monde du 7 septembre), il est pratiquement impossible, à l'heure actuelle, de faire une analyse exacte de la situation.

Tous socialistes

Des témoignages recueillis auprès de militants sérieux ayant pris contact directement — au cours de la dernière semaine — avec la réalité algérienne, on peut au moins dégager quelques idées. Tout le monde est pour le programme de Tripoli, tout le monde est pour une Algérie socialiste. Les « militaires » ne sont pas d'ailleurs les derniers. Et Boumediène le montrait bien, qui déclarait le 18 juillet dernier à « Al-Tahriz » (journal de la gauche marocaine) :

« La nouvelle société que nous voulons édifier est une société socialiste, où il n'y aura pas d'exploitation de l'homme par l'homme, où personne ne

vivra au détriment de l'effort d'autrui. C'est pourquoi la réforme agraire n'a pas pour seul but de distribuer la terre au paysan. Elle vise surtout à opérer une reversion radicale dans la société. »

Quels matériaux ?

Les difficultés commencent à partir du moment où chacun regarde les matériaux disponibles pour construire cette Algérie socialiste. Le départ de plus de la moitié des Européens d'un pays où ils détenaient tous les leviers de l'économie, cela produit une sacrée se-

cousse, surtout s'ils emmènent avec eux — les dockers d'Alger s'y opposent maintenant — outillage et matériel industriel. Les accords d'Evian, victoire incontestable de la Révolution algérienne, n'ont pas été conclus sans calcul par les représentants du capitalisme français. Une armée française est prévue en Algérie pour trois ans et la base de Mers-el-Kébir ne reviendra aux Algériens que dans quinze ans. Qu'on se souvienne que les « Européens » voulaient maintenir « l'Algérie française » et, partant, ne préparaient pas précisément des cadres en vue de l'indépendance. Qu'on se souvienne aussi que la guerre a été très meurtrière du côté algérien et que, si la prison ou le maquis

développent la conscience et la formation politiques, leurs effets sont beaucoup moins heureux en ce qui concerne la formation technique.

L'avenir reste ouvert

Le courage et le sens de la dignité humaine mis à part, le peuple algérien a quasiment tout à apprendre. Même pour l'exercice de la démocratie que son long combat lui a conquise, il devra tâtonner. L'U.G.T.A., qui dans six mois, dans un an peut-être, deviendra une force essentielle de l'Algérie nouvelle et dont les mots d'ordre : travail, unité, pas d'affrontement armé, assemblée constituante avec large représentation des travailleurs, application « du programme socialiste révolutionnaire de Tripoli », largement repris, montrent l'influence déjà grande, n'en est pas moins encore incapable d'organiser la grande masse des travailleurs. La paysannerie, force essentielle de la Révolution, ne pouvait évidemment pas opérer une reversion immédiate des structures de guerre de l'ALN-F.L.N.

On peut concevoir dans ces conditions qu'ayant une conscience fort nette du danger que toute opération néo-colonialiste ferait courir à l'Algérie nouvelle, chaque groupe réagisse violemment sous l'effet de la crainte d'être frustré de sa révolution, chaque fois qu'une équipe dirigeante lui paraît vouloir monopoliser le pouvoir. Danger à la longue, c'est assurément, avec le développement de l'U.G.T.A. dont chaque groupe essaie d'orienter le « neutralisme » en sa faveur, l'indice que le sentiment révolutionnaire est profondément enraciné au cœur du peuple algérien et que la voie vers le socialisme lui reste totalement ouverte.

Albert Roux.

La résolution du Comité politique du P. S. U.

Le Comité Politique National du P.S.U., réuni les 8 et 9 septembre 1962 à Paris, a adopté la résolution suivante :

Le général de Gaulle se prépare à accentuer le caractère autoritaire d'un régime dont l'instabilité institutionnelle, reconnue par tous, est maintenue. Ainsi se poursuit une évolution que le P.S.U. a depuis longtemps dénoncée, mais que la plupart des formations politiques traditionnelles s'étaient jusqu'à présent efforcées de masquer.

En recourant à un nouveau plébiscite, le régime ne parviendra pas cependant à faire oublier les difficultés auxquelles il se heurte, et qu'il cherche à surmonter aux dépens des salariés et des paysans.

C'est là un fait dont les travailleurs sont de plus en plus conscients.

C'est pourquoi la possibilité existe d'une lutte plus ample et plus efficace contre le régime, contre ses référendums truqués et contre la politique qu'il mène au service du grand capitalisme.

Le Parti Socialiste Unifié estime que cette lutte doit être menée en commun avec les partis de gauche et les organisations syndicales. Il fera à ce sujet des propositions qui s'inspireront à la fois du désir de lever toutes les équivoques concernant le régime et de la volonté de dégager un programme ouvert aux nouvelles réalités sociales et politiques.

AVEC le sens du bluff qui la caractérise, la V^e République s'appête à lancer une grande opération de séduction à l'occasion du « rendez-vous de septembre ». Elle va tenter d'expliquer au pays que tout est pour le mieux dans le meilleur des régimes.

Des statistiques sont en préparation à cet effet : de bonnes statistiques, évidemment. Les autres, on n'en parlera pas. Ou l'on expliquera qu'elles sont impossibles à établir. Le couplet a déjà été servi en juillet, alors que les syndicalistes, convoqués autour du commissaire au plan pour préparer en groupe de travail la grande confrontation de la fin septembre, s'étonnaient que seuls les salaires et les prestations sociales et familiales fussent parfaitement recensés.

Et les profits des patrons ? Et les revenus des professions libérales ? Et ceux des commerçants ? Et ceux des — petits ou gros — paysans ?... Silence sur tout cela, qui représente pourtant plus du tiers du revenu national (contre 43 p. 100 aux salaires di-

rects). Ou, quand des chiffres sont cités, il s'agit de masses hétérogènes, calculées de façon approximative et où l'on trouve un peu de tout mélangé.

C'est donc que la confrontation promise par le gouvernement n'ira pas loin : comment pourrait-on comparer des évolutions de revenus qu'on ignore ? Nous aurons donc garde de tomber ici dans le panneau gouvernemental, qui consiste à faire longuement parler les dirigeants syndicaux autour d'une table, dans le but de gagner du temps et — la ranceur ouvrière exhalée — d'atténuer la vigueur des grèves.

Et pourtant, ce « rendez-vous de septembre » doit nous intéresser à un triple titre :

• D'abord en donnant l'occasion d'éaler publiquement l'indigence des statistiques sur les revenus non salariaux, il constitue un progrès certain : il faudra bien que les statisticiens se mettent au travail, dans ce domaine presque inexploré ; ils prépareront ainsi les armes qui nous permettront d'intensifier à l'avenir notre seconde bataille.

• Celle-ci consiste, dès à présent, à

saisir l'attention que porte l'opinion à la « politique des revenus » annoncée, pour lui rappeler quelques vérités essentielles. Celles qui sont évoquées ci-dessous, notamment, et qui tournent autour de deux thèmes principaux : la hiérarchie des revenus en France est absolument honteuse : de 1 à plus de 2.000 ! Et loin de diminuer, elle croît chaque année, au profit des privilégiés et au détriment des exploités : familles ouvrières et d'employés, salariés des secteurs public et semi-public, vieux...

• Enfin, sans attendre l'illusoire bonne volonté du pouvoir gaulliste, en matière de revenus, il nous faut lui forcer la main, en intensifiant la lutte revendicative et politique. Depuis un siècle, les victoires ouvrières se conquièrent à la force du poignet, c'est-à-dire au courage des militants. Ce ne sont pas les fadaises de la V^e République, ni ses « rendez-vous » qui le feront oublier.

A la lutte donc ! L'avènement du socialisme passe par la vigueur de notre combat d'aujourd'hui.

M. Rungis.

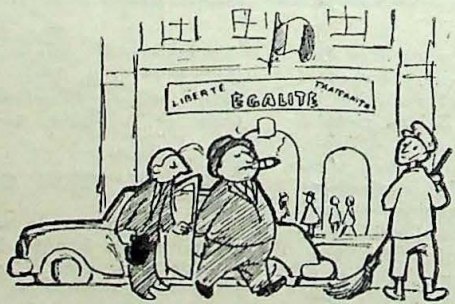
PARLER de « politique des revenus » en cette période de hausse des prix — plus de 6 % en un an ! — tient de l'humour noir. Le bifteck monte encore, la pomme de terre vaut deux fois plus cher que l'an passé, les fruits restent hors de prix malgré l'abondance, et l'on annonce de nouvelles augmentations du lait, du sucre, des transports...

Vraiment, le gouvernement choisit mal son moment pour parler des revenus. Ou plutôt il le choisit bien si son objectif est, non pas de relever le niveau de vie des classes populaires mais de gagner du temps — comme avant l'été — devant la pression revendicative. Car ce mois de septembre, s'il voit les prix monter, voit aussi les syndicats organiser la bataille. Il n'est que temps de les apitoyer.

Sur quoi ? Mais sur le sort de la monnaie, bien sûr, une fois encore rongée par l'inflation. « Soyez sages, et tout ira bien », va répéter en substance M. Giscard d'Estaing, devant les experts de la commission des comptes de la nation d'abord, puis nanti de l'approbation technique de ceux-ci, devant les dirigeants professionnels siégeant au conseil supérieur du plan. « Soyez sages », va-t-il répéter sur tous les tons aux syndicalistes et aux paysans. Qu'avez-vous à gagner à une hausse des prix qui laminera vos augmentations de salaires et les revenus de vos récoltes ? Laissez-moi faire, et vous allez voir... »

Un vieux conflit

Le conflit est aussi vieux que le capitalisme : quand les prix montent, on explique aux salariés



Bien que le principe d'égalité soit inscrit sur tous les monuments de la république, les revenus des Français vont de 1 à plus de 2.000...

que c'est leur faute, et qu'il leur faut faire abstinence ; pendant quoi, bien sûr, les profits patronaux et les revenus des commerçants ou des professions libérales continuent à croître allègrement. Et quand les prix se stabilisent — au prix d'une compression du pouvoir d'achat populaire, comme en 1952 et 1959 — on ne parle plus de « politique des revenus ». L'air est trop usé pour risquer de tromper encore.

Gardons-nous, cependant, de toute démagogie. Il est évident que le revenu national ne peut être distribué deux fois ; et que s'il progresse chaque année de 5 %, il ne peut en être réparti 10 % de plus. Les salariés et, plus encore qu'eux, les titulaires de revenus presque fixe (vieux, familles...) ont intérêt à l'équilibre des comptes nationaux, sans lequel la hausse des prix multiplie à leur détriment ses ravages. Mais le problème est précisément de savoir :

— qui profite actuellement de la répartition des revenus, telle qu'elle se pratique dans notre pays ;

— qui profite de l'enrichissement national provoqué par l'expansion ;

— quelle politique il faudrait suivre pour que la richesse actuelle et l'enrichissement supplémentaire soient justement répartis.

La « politique des revenus » n'est une formule creuse que parce que le pouvoir en parle sans la faire. En soi, une politique équitable des revenus reste un point fondamental de tout programme d'approche vers le socialisme, et c'est à juste titre que le

Les salaires vont de 1 à 100

Sans nous étendre sur ce rappel de la réalité, notons encore que la honteuse disparité des revenus se retrouve — en plus ou moins grave — à

LE RENDEZ-VOUS DE SEPTEMBRE SUR LA " POLITIQUE DES REVENUS "

projet de programme économique du P.S.U. (1) la mentionne. Mais une telle politique a un contenu tellement révolutionnaire — notamment dans son objectif de compression de la hiérarchie des salaires et des autres revenus — et elle suppose la mise en œuvre de moyens tellement contraires aux intérêts des classes possédantes, que seule une lutte sans relâche pourra l'imposer.

Actuellement, que sait-on de l'évolution et de la disparité des revenus français ? Ces sujets ont déjà été souvent évoqués par « T.S. » (2) ; on nous permettra donc de résumer les notions déjà connues, pour étudier plus spécialement les aspects en rapport étroit avec le prochain « rendez-vous ».

La honteuse disparité des revenus français : de 1 à plus de 2.000 !

La disparité actuelle des revenus en France est énorme : bien que le principe de l'égalité des citoyens soit inscrit au frontispice de tous les édifices de la République, les revenus des Français vont de 1 à plus de 2.000. Ce n'est pas nous qui l'affirmons, mais les statistiques fiscales et les enquêtes des plus sérieuses de l'Institut de la statistique et du C.R.E.D.O.C. (Centre de recherche par la consommation) (3).

Alors que des centaines de milliers de vieux ne touchent encore que l'aumône du Fonds de solidarité (7.000 à 9.000 anciens francs par mois), 800 familles privilégiées avouent au fisc quelque 5 millions de revenus par mois (non compris, évidemment, ce qu'elles dissimulent). En tête de ce peloton des profiteurs, figurent même des familles à plus de 15 millions de revenus déclarés par mois, 7.000 à plus de 15 millions, cela fait bien une hiérarchie de 1 à plus de 2.000 !

Bien évidemment, la progression des revenus n'est pas régulière le long de cette échelle indice. Si un cinquième des familles françaises ont un revenu élevé (plus de 150.000 francs par mois en 1960, selon l'I.N.S.E.E. et le C.R.E.D.O.C., soit à peu près où plus de 200.000 francs actuellement), la grande majorité des familles de notre pays se situe en bas de l'échelle : 19 p. cent ont actuellement moins de 40.000 francs par mois pour vivre (si l'on peut dire !), 22 p. cent entre 40.000 et 80.000 et 22 p. cent entre 80.000 et 120.000. Près de 60 p. cent des familles françaises ont donc actuellement des revenus insuffisants ou modestes, alors qu'une minorité de privilégiés gaspille dans le luxe une partie importante du revenu national produit par tous.

Une occasion unique et scandaleuse de réparer et de l'expansion

l'intérieur des divers groupes de revenus. Tandis que les petits paysans des régions montagneuses meurent lentement à la peine sur leurs terres ingrates — ou s'exilent — les grands exploitants des régions privilégiées (betteraviers du Nord, céréaliers de la région parisienne, grands viticulteurs du Languedoc, riziculteurs de la Camargue) ont un train de vie semblable à celui des industriels moyens.

De même, parmi les salariés, tandis que les trois quarts des ouvrières gagnent actuellement moins de 47.000 francs par mois et que la majorité des ouvriers et des employés (hommes et femmes) touchent moins de 62.000 — 51 p. cent de l'ensemble des salariés gagnent moins que ce salaire — 220.000 cadres (3,2 p. cent des salariés recensés dans les tableaux du ministère des Finances) gagnent plus de 190.000 francs par mois. Et parmi ceux-ci, 70.000 plus de 330.000.

Entre l'ouvrier payé au S.M.I.G. et le directeur salarié d'une grosse société, la hiérarchie va de 1 à 100, parfois plus ! Elle est — en dépit du statut de la Fonction publique — largement supérieure à 10 entre le petit et le haut fonctionnaire. Même parmi les vieux, elle va de 1 à plus de 50, entre l'économiquement faible et le cadre supérieur, nanti d'une forte retraite que grossissent des profits boursiers. Gardons-nous donc de simplifier la réalité, en parlant des salariés, des fonctionnaires, des paysans ou des vieux comme s'il s'agissait de groupes homogènes.

Les inégalités s'accroissent au détriment des plus exploités

L'inégalité étant partout, l'objectif d'une politique des revenus devrait être précisément de la réduire. Or, c'est justement le contraire qui se produit autour de nous : les inégalités s'accroissent, au détriment de ceux qui sont déjà les victimes de la société. Cela non plus, ce n'est pas nous qui l'affirmons, mais les statistiques

officielles. Il suffit de les lire attentivement et de les comparer l'une à l'autre.

Nous avons montré avant les vacances (*Tribune Socialiste* du 9 juin), qu'en cinq ans la production nationale s'était accrue de 25 p. cent, et que si l'on tient compte des exportations supplémentaires faites par notre pays pour « gagner des dollars », du progrès des investissements (qui pour la majorité restent, notons-le, la pro-

l'industrie, la plupart des commerçants, les professions libérales, les cadres salariés (20 p. cent de progrès en moyenne), les ouvriers et employés célibataires de province (16 à 18 p. cent), et une fraction non négligeable de paysans (cela dépend des régions et des cultures).

Sans même parler des détenteurs d'actions des grandes sociétés — le célèbre M. Martin et ses collègues — dont les profits boursiers est augmenté (en pouvoir d'achat) de plus de 27 p. cent dans le même temps, sans aucun travail de leur part. Beau régime, assurément.

Quatre groupes de Français particulièrement brimés

Or, tout cela que nous écrivions, vient d'être confirmé par une statistique nouvelle de l'I.N.S.E.E. qui permet de classer en quatre grandes catégories les groupes de Français défavorisés par l'évolution actuelle des revenus :

1. — LES SALAIRES LES MOINS QUALIFIÉS, qui ont déjà les revenus les plus bas, les voient augmenter beaucoup moins vite que les salaires des employés ou des cadres

En cinq ans, le S.M.I.G. a augmenté de 37 p. cent, tandis que le salaire horaire de l'ouvrier moyen progressait de 49 p. cent ; cela signifie qu'en cinq ans, les prix ayant monté de 39 p. cent, le S.M.I.G. a perdu 2 p. cent de son pouvoir d'achat tandis que le salaire horaire ouvrier moyen augmentait le sien de 7 p. cent. L'écart entre « snigards » et ouvriers moyens s'est accru du dixième en cinq ans !

De même les salaires des ouvriers ont pris du retard sur ceux des autres salariés, comme le montre le tableau A publié par l'I.N.S.E.E.

Comme les prix ont augmenté de 30 % de 1956 à 1960, le pouvoir d'achat des trois groupes salariés a évolué ainsi en quatre ans :

- ouvriers : + 8,4 % ;
- employés : + 8,5 % ;
- cadres (moyenne entre cadres supérieurs et cadres moyens) : + 14 %.

Si l'on ne peut poursuivre cette comparaison précise avec les autres groupes sociaux, c'est en raison de l'indigence des statistiques françaises. Mais il faut se rappeler ce que nous disions plus haut : les catégories déjà privilégiées ont profité ces dernières années beaucoup plus largement que les petits salariés de l'expansion nationale. Ne pas pouvoir le chiffrer de façon précise n'est pas l'oublier !

3. — LES FAMILLES SONT LES GRANDES VICTIMES d'une politique qui a systématiquement laissé la hausse des prix déprécier les prestations familiales : en cinq ans, celles-ci ont augmenté de 25 %, mais les prix de 39 % ; si bien que leur pouvoir d'achat a diminué de plus de 10 % en cinq ans !

Le résultat de cette politique apparaît dans les statistiques officielles. On trouvera au tableau B celles du Travail pour les célibataires et familles ouvrières.

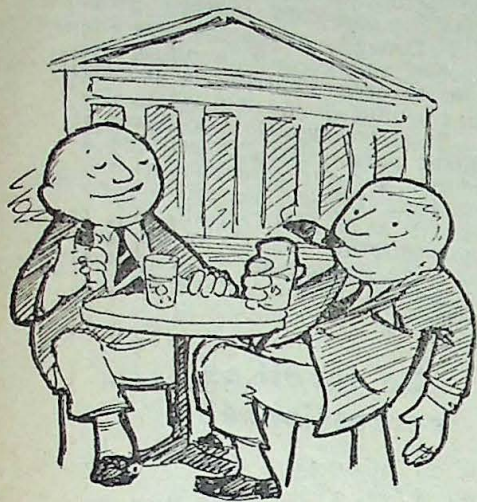
Le pouvoir d'achat de la famille ouvrière nombreuse a augmenté quatre fois moins vite à Paris et trois fois moins vite en province que celui du célibataire de même qualification professionnelle.

Même remarque pour les fonctionnaires : à échelon hiérarchique égal, un retard de 7 % à 13 % dans le pouvoir d'achat a été subi par les pères de famille nombreuse. Si bien qu'en 1960 la plupart des fonctionnaires pères de famille nombreuse avaient un niveau de vie inférieur à celui de 1956 !

4. — LES VIEUX constituent très probablement une quatrième catégorie de victimes de l'évolution actuelle des revenus en France. Les statistiques manquent, certes, pour le démontrer, mais de multiples indices permettent de le penser ; notamment, le retard pris ces dernières années par leurs pensions sur les salaires, et parfois même les prix.

Il suffit, en tout cas, de jeter un coup d'œil sur le tableau C, lui aussi officiel, pour constater qu'actuellement la majorité des ménages de vieux ont moins que le S.M.I.G. pour vivre.

Cette analyse générale de l'évolution des revenus est confirmée par les premiers renseignements que l'on a sur la situation en 1962. Tandis que la production nationale augmente ac-



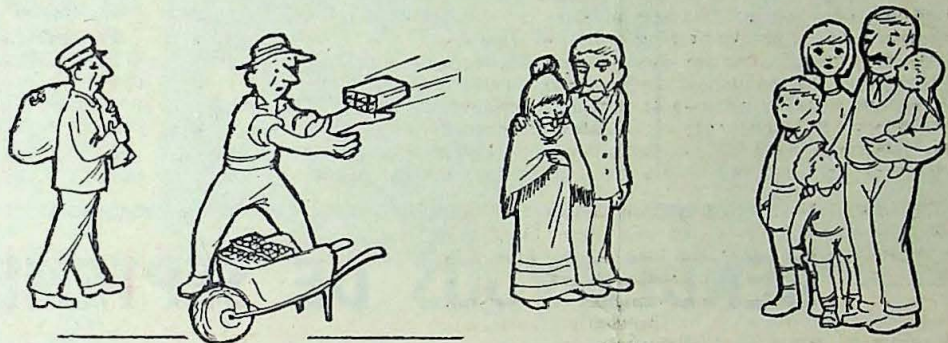
Les détenteurs d'actions ont vu leurs profits augmenter de 27 p. 100 en cinq ans sans aucun travail.

priété des seuls capitalistes, bien qu'ils soient effectués aux frais de tous), et de l'augmentation de la population, le revenu disponible par habitant s'était accru de 13 p. cent en moyenne. Et nous avons indiqué que les familles ouvrières, elles, n'avaient jamais eu ces 13 p. cent : mais simplement 4 à 6 p. cent pour les familles nombreuses en moyenne et 6 à 9 p. cent pour les familles de deux enfants (5).

SEPTEMBRE DES REVENUS "

ue de dénoncer la tion de la richesse ion nationales

Les familles d'employés ont été à peine mieux traitées : 8 à 9 p. cent de pouvoir d'achat supplémentaire. Quant aux fonctionnaires et aux salariés du secteur nationalisé, ils l'ont été nettement moins : 2 à 7 p. cent de progrès pour les fonctionnaires (selon leur situation dans la hiérarchie) et à peu près rien pour les salariés des entreprises nationales, dont certains ont encore actuellement un niveau de vie inférieur à



Les salariés de l'Etat, les salariés non qualifiés, les familles nombreuses et les vieux constituent les quatre groupes de Français particulièrement brimés.

Le pouvoir d'achat des cadres a augmenté moitié plus vite que celui des ouvriers.

On pourrait faire exactement la même remarque avec les fonctionnaires : de 1956 à 1960, selon l'I.N.S.E.E., la rémunération nette des fonctionnaires célibataires a augmenté de :

- 38 % pour le petit fonctionnaire (indice 185) ;
 - 40 % pour le fonctionnaire moyen (indice 300) ;
 - 46 % pour le haut fonctionnaire (indice 650).
- Soit, en pouvoir d'achat, respectivement 4,6 %, 6 % et 10,8 % : du simple au double !

2. — LES SALAIRES DE L'ETAT SONT DEFAVORISES par rapport à ceux du secteur privé.

La même statistique de l'I.N.S.E.E. permet d'aboutir aux chiffres suivants d'augmentation des salaires annuels de 1956 à 1960 (pour les hommes) :

- ouvriers : 42,1 % dans le privé ; 33,7 % dans les entreprises nationales ;
- employés : 45,8 % dans le privé ; 35,3 % dans les entreprises nationales ;

tuellement au rythme de 5,5 p. 100 par an, et la production industrielle à la vitesse de 6,5 p. 100 dans l'année, le pouvoir d'achat des familles ouvrières ne progresse que de... 2 à 3 p. 100, et celui des employés de 3 à 4 p. 100.

TABLEAU B
Les familles ouvrières systématiquement pénalisées
(Pouvoir d'achat d'avril 1957 à avril 1962, selon le ministère du Travail)

Composition de la famille	Augm. du revenu nom. de la famille (en francs)	Augm. du pouvoir d'achat (1)
Célibataire :		
— à Paris	49,5 %	7,1 %
— en province ..	50 %	12,3 %
Père de 2 enfants :		
— à Paris	44,4 %	3,5 %
— en province ..	42,9 %	6,9 %
Père de 5 enfants :		
— à Paris	41,9 %	1,7 %
— en province ..	40 %	4,8 %

(1) En utilisant les indices officiels de prix : 250 articles pour Paris (39,5 % de hausse en 5 ans) et 235 articles pour la province (33,6 % de hausse en 5 ans).

TABLEAU C
La majorité des ménages de vieux ont moins de 25.000 francs par mois pour vivre (1)

Revenu mensuel du ménage	Proportion des ménages de plus de 65 ans ayant un revenu s'élevant à :
Moins de 8 300 francs ..	12,7 %
De 8 300 à 16 600	23,3 %
De 16 600 à 25 000	16,4 %
De 25 000 à 33 300	12,3 %
De 33 300 à 41 100	8 %
De 41 100 à 58 300	8,7 %
De 58 300 à 83 300	7,9 %
Plus de 83 300	10,5 %
Total	100 %

(1) Enquête menée en 1961 par l'I.N.S.E.E. et citée par le rapport Laroque.

TABLEAU A

CATEGORIES DE SALAIRES (1)	Augmentation des salaires annuels moyens de 1956 à 1960	Proportion de chaque catégorie dans le total des salariés
Ouvriers : hommes	40,7 %	54 % } 67 %
femmes	42 %	
Employés : hommes	42,7 %	11 % } 21 %
femmes	41,7 %	
Cadres moyens : hommes	50,4 %	6,5 % } 8 %
femmes	47,5 %	
Cadres supérieurs : hommes	44,6 %	3,7 % } 4 %
femmes	46 %	
TOTAL	43,7 %	100 %

(1) Ce tableau concerne 13 % des salaires distribués en France aux non-fonctionnaires. N'y figurent pas les salariés agricoles (4 % des salaires français), et les employés de maison (3 % des salaires versés en France).

celui de 1957. Quant aux vieux, leurs retraites n'ont généralement pas suivi les prix : ils sont donc loin d'avoir vu leur pouvoir d'achat progresser de 13 p. cent.

Si toutes ces familles, qui représentent la majorité de la nation, ont eu moins que la moyenne nationale, c'est que d'autres — une minorité — ont eu sensiblement plus. M. de La Palice l'a-t-il trouvé tout seul. Qui donc ? Les patrons de

— cadres : 50 % dans le privé ; 39,8 % dans les entreprises nationales.

Rappelons que les chiffres comparables pour les fonctionnaires célibataires sont : 38 %, 40 %, 46 %.

En pouvoir d'achat, cela représente, en quatre ans, un progrès de 9 à 15 % dans le privé, contre 3 à 8 % dans les entreprises nationales et 4,6 à 10,8 % pour les fonctionnaires. Du simple au double !

Week-end d'études

Les fédérations de Seine-Banlieue et de Paris organisent en commun, dans la vallée de Chevreuse, un week-end d'études consacré à

« PARIS ET SA REGION » les 29 et 30 septembre 1962

Au programme :

- brève histoire de Paris ;
- la région parisienne d'aujourd'hui ;
- logement et urbanisme ;
- problèmes de l'action municipale ;
- le P.S.U. à Paris et en banlieue.

Les inscriptions sont reçues aux secrétariats des deux fédérations, 8, rue Henner, Paris (9^e).

Conférence nationale d'Action économique

La Conférence nationale d'Action économique est prévue pour les 29 et 30 septembre prochain (Maison des syndicats, salle Poulmarch, 8, avenue Mathurin-Moreau, Paris (19^e)).

Avant le congrès, les camarades les plus responsables, engagés dans l'action dans les entreprises, se réunissent pour confronter leurs expériences et préparer, en vue du congrès, des propositions pour la politique du parti. Pour que la conférence puisse être équilibrée, elle comportera des camarades des différentes industries et différents secteurs d'engagement. Les secrétaires fédéraux doivent dès maintenant envoyer des propositions de candidatures au secrétariat national à l'adresse de Pierre Belleville. De toutes façons, la présence d'un délégué par fédération est souhaitée.

A propos de la controverse CGT-CFTC

« rendez-vous » social qui va suivre la rentrée des vacances s'annonce mouvementé. La hausse des prix et les promesses antérieures faites aux travailleurs du secteur public inciteront sans doute les syndicats à développer leur pression pour ne améloration des salaires. En attendant il n'est pas inutile de revenir sur la controverse CGT-CFTC. qui a eu lieu à la veille des vacances et qui, en dépit de la fréquence des actions communes, traduit des divergences de conception et une concurrence grandissante entre les deux centrales les plus importantes.

L'unité d'action

Une violente attaque contre la C.F.T.C. avait été lancée au mois de juin par la « Vie Ouvrière », organe de la tendance communiste de la C.G.T., sous le titre significatif : « Nettoyons le chemin de l'unité ».

L'auteur de l'article, Roger Guibert, dénonçait « l'aventurisme » qui régnerait à la C.F.T.C. en ce qui concerne les luttes revendicatives. Sans nier que certains militants de la C.F.T.C. s'abandonnent volontiers au gauchisme, on peut faire observer que les communistes de la C.G.T., quant à eux, n'ont découvert le danger des « mouvements irréfléchis » que lorsqu'ils se sont fait tancer par Maurice Thorez dans un rapport devant le Comité central du P.C., au début de juin.

Guibert reproche également à l'U.D.-C.F.T.C. de la Seine d'avoir participé au 8 février et au 13 février « pour être dans le coup ». Ignore-t-il les positions prises par la centrale pour la paix en Algérie et con-

tre l'O.A.S. ? Albert Detraz, un des leaders de la gauche C.F.T.C., les lui rappelle dans sa réponse publiée par « Syndicalisme » — non sans ajouter que des militants cégétistes non-communistes « emprisonnés pour aide à la révolution algérienne » n'ont jamais été défendus par leur centrale.

On peut considérer que certaines formules de Descamps ou de Detraz sur « le désengagement à l'égard de la C.G.T. » et sur le rôle de la C.G.T. comme « force d'appoint » n'ont pas été très heureuses, mais en fait la C.F.T.C. n'a pas répugné dans l'ensemble aux actions communes qu'exigeaient ces derniers mois la lutte antifasciste et la lutte revendicative.

Syndicalisme et politique

Le rédacteur de la « V.O. » déclare que la C.F.T.C. a découvert que « le syndicalisme a une dimension politique » mais, au lieu de se féliciter de cette prise de conscience, il continue à chercher des poux dans la tête aux camarades de la centrale concurrente, reprochant notamment à la C.F.T.C. d'avoir publié une brochure sur le « 22^e Congrès du P.C.U.S., la déstalinisation, causes, conséquences, perspectives ». Serait-ce là un sujet tabou pour nos stalinien attardés ?

Ce que les dirigeants de la C.G.T. reprochent en somme à la C.F.T.C. ce n'est pas de « faire de la politique », mais de ne pas faire leur politique. Et Detraz précise dans sa réponse que le « cumul des mandats politiques et syndicaux n'est plus de mise à la C.F.T.C. depuis 1946 » — alors que Frachon et Mauvais jouent un rôle important au P.C.

Il ajoute que si la confédération C.F.T.C. peut prendre position sur des problèmes politiques, « ce ne sont pas nécessairement TOUS (1) les problèmes politiques ».

Le réquisitoire de la « V.O. » comporte encore, à l'encontre de la C.F.

T.C. l'accusation de vouloir « réformer et améliorer le capitalisme », d'hésiter entre « l'opposition et la participation », d'être favorable à l'Europe, bref de pratiquer « la collaboration de classe ».

Cependant les communistes ne demeurent-ils pas trop souvent attachés à l'image du capitalisme de papa, celui qui ignorait la planification, les accords d'entreprise et n'était pas soumis à une législation sociale ? Et si les syndicats « libres » manquent parfois d'esprit critique à l'égard de l'actuelle construction européenne, la C.G.T. française, contrairement à la C.G.T. italienne a tort de s'enfermer dans une opposition sans nuance qui ne favorise pas la nécessaire action intersyndicale sur ce plan.

La tradition confessionnelle

Mais où la « V.O. » dépasse toute mesure, c'est lorsqu'elle affirme : « Que ce soit en Belgique, en Espagne ou en France, une même doctrine sociale préside aux destinées du syndicalisme chrétien ».

Detraz n'a pas de peine à montrer que les progrès de la C.F.T.C. démentent une telle assertion et ne cache pas que l'objectif de ses dirigeants est d'en faire « l'organisation syndicale majoritaire ».

Nul doute qu'ils ne soient convaincus pour cela de la nécessité de déconfessionnaliser la C.F.T.C. (en dépit de l'éloge sans réserves que Descamps a fait de l'encyclique « Mater et Magistra »). Même s'ils sont soucieux d'éviter un éclatement de la centrale, la déconfessionnalisation est en route. Ses adversaires, au sein de la centrale, mènent un combat d'arrière-garde.

Maurice COMBES.

(1) Souligné par Detraz.

RENDEZ-VOUS DE SEPTEMBRE

C'est donc que d'autres catégories continuent à absorber plus que leur part proportionnelle. Les bénéficiaires des profits bousiers, par exemple, dont le capital (en valeurs mobilières) dépasse dès à présent de 5 à 6 p. 100 en moyenne celui de l'an dernier, malgré des répercussions qu'a eu en France le petit krach de Wall Street.

Nos objectifs prioritaires

Dans ces conditions, quelles revendications devons-nous mettre en avant dans la bataille du « rendez-vous de septembre » ? Elles découlent de l'analyse. On peut, pour s'en tenir à l'essentiel, les regrouper en 8 points :

1. — Majoration importante du S.M.I.G. (la C.G.T. demande 27 p. 100 et la C.F.T.C. 36 p. 100) pour lui faire rattraper son retard sur les autres

salaires ouvriers. Elle provoquera un relèvement en chaîne de la plupart des bas salaires. Pour l'avenir, il faut obtenir au moins l'indexation du S.M.I.G. sur les salaires moyens (et non plus sur les prix) et si possible une majoration du S.M.I.G. plus rapide que la moyenne des salaires, portant le S.M.I.G. à un niveau enfin décent.

2. — Augmentation plus rapide des bas salaires, que l'évolution actuelle retarde par rapport à la moyenne. Ceci est du ressort des syndicats : c'est à eux à faire prévaloir en priorité l'intérêt des salariés les plus exploités : ouvriers et employés, plutôt que cadres ; ouvriers peu qualifiés plutôt que techniciens. La politique syndicale, comme l'autre, est choix : les organisations de travailleurs ne peuvent plus fermer les yeux sur la honteuse disparité actuelle des revenus salariaux.

3. — Majoration prioritaire des salaires payés par l'Etat (fonction publique et entreprises nationales), en retard par rapport à la moyenne des salaires du secteur privé.

4. — Suppression des abattements de zone réglementaires (pour le S.M.I.G. et les prestations familiales) et rapprochement obligatoire des salaires effectifs de la province de ceux de Paris, ainsi que des barèmes garantis sur les salaires effectifs (l'Etat a les moyens, s'il le veut, d'obliger les patrons à négocier de tels accords de rapprochements avec les syndicats).

5. — Augmentation très substantielle des prestations familiales, pour réduire le handicap infligé ces dernières années aux pères de famille.

6. — Majoration prioritaire, elle aussi, des retraites des vieux, trop longtemps sacrifiés parce que moins organisés que la population active.

7. — En contrepartie de cette distribution massive de revenus supplémentaires, il faut — sous peine d'inflation — limiter la progression de certains revenus (ceux des catégories ayant une vie déjà aisée : les cadres moyens, par exemple) et réduire les revenus des profiteurs : une pression fiscale importante doit être exercée sur eux, par la création d'un impôt sur la fortune, la répression de la fraude exercée par les hauts revenus, la suppression des multiples privilèges fiscaux accordés aux classes possédantes et la création d'une taxe spéciale confisquant les plus-values boursières ou foncières, que rien ne justifie.

8. — Evidemment, seule une amélioration de nos statistiques sur le revenu permettra de fixer l'importance exacte du tour de vis fiscal à appliquer aux hauts revenus, ainsi que les catégories de revenus non salariaux (moyens paysans, par exemple, ou commerçants) qui pourraient légitimement y échapper.

Ce n'est assurément pas en un an que nous pourrions atteindre tous ces objectifs. Mais il est essentiel que, dès le départ, notre orientation soit bien claire. Dans les luttes syndicales comme dans les batailles politiques des prochaines semaines, les militants P.S.U. doivent tracer — et bien tracer — la voie en ce domaine encore neuf.

M. R.

(1) Projet de programme préparé par la commission du Conseil national sur les problèmes économiques ; point 4 : salaires et durée du travail (« Courrier du P.S.U. », juin-juillet).

(2) Voir notamment « T.S. » du 27 mai 1961, 21 octobre 1961 et 9 juin 1962.

(3) Sur ce point, voir les « Cahiers du Centre familles » et 9 d'études socialistes », numéros 3-4 (Budgets des familles) et 9-10 (Structures économiques de la France).

(4) Rappelons-nous la fameuse « Pyramide des revenus », publiée le 21 octobre 1961 par Tribune Socialiste.

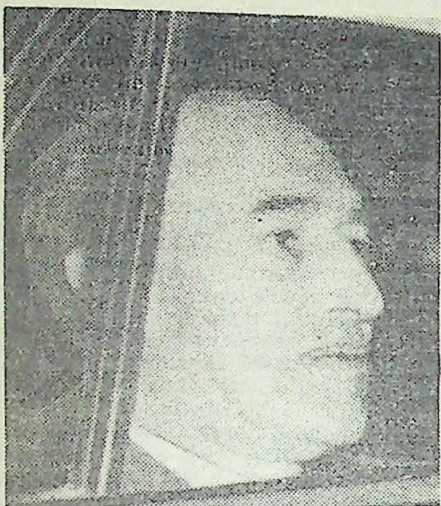
(5) On retrouvera ces chiffres en ajoutant aux résultats du tableau classé à partir des chiffres du ministère du Travail les 2 à 3 p. cent que les statisticiens les plus sérieux estiment devoir ajouter à ces chiffres pour donner un reflet parfaitement exact de la réalité.

(6) « Etudes statistiques » (avril - juin 1962).

Prix, revenus ouvriers et profits boursiers depuis 5 ans					
LES PRIX MONTENT....				% DE HAUSSE	
	Juillet 1957	Juillet 1961	Juillet 1962	De 1957 à 1961	De 1961 à 1962
Bœuf : plat de côtes	269	405	427	52	5
bifteck	890	1.191	1.248	34	5
Mouton : côte	1.045	1.342	1.470	28	2
Beurre (motte)	657	831	867	27	4
Œufs	22,4	23,6	24,1	5	3
Camembert normand	98,8	145	163	46	12
Pommes de terre	32,1	24,1	58	-25	140
Tomates	199,2	185	121	-7	-2
Bananes	153,5	173	221	12	28
Oranges	150	241	187	60	-26
Vin (10°)	77,7	124	129	60	4
Huile (arachide)	251	278	275	11	-1
Margarine	264	318	317	20	-
Café grillé (kg)	976	1.000	1.002	3	-
Chocolat (à croquer) (kg) ..	367	543	524	48	-4
Sucre raffiné (kg)	98,7	120	124	21	3
Charbon (boulet) les 100 kg ..	1.082	1.486	1.478	38	-1
Electricité (1 ^{re} tranche Paris) le kWh	25,8	33,1	33,1	29	-
Essence	90	98	98	9	-
MOYENNE (Indice des 250 articles)	102,3	133,5	141,8	30,5	6,3
LES REVENUS DES OUVRIERS NE SUIVENT QU'AVEC RETARD...					
(Base 100 : janvier 1956)					
Salaires horaires des ouvriers	111	152,9	165	37,7	8
Prestations familiales	101	117,2	126,6	16	8
MAIS LES PROFITS CAPITALISTES EUX, PRENNENT DE L'AVANCE !					
Indice des valeurs mobilières françaises à revenu variable (100 : 1939)	442	646	720	46,1	11,3

L'AFFAIRE SOBLEN

On nous dira, bien sûr, que lorsque ces choses-là arrivent dans des pays « non démocratiques » personne n'en sait rien et que nous sommes bien bêtes de nous indigner de la mort du docteur Soblen. Cet homme, atteint de leucémie incurable, a fui les U.S.A. où l'attendait une condamnation à la prison à vie, pour espionnage au profit de l'U.R.S.S. ; il a réussi à gagner l'Angleterre, mais une procédure d'expulsion a été lancée, tendant à le renvoyer vers la prison américaine. La bataille de procédure qui était menée par Soblen et ses avocats fait penser aux luttes menées par Caryl Chessman, ou aux retards successifs de l'exécution des Rosenberg ; cet homme, de toute façon condamné à mort, et qui se battait, cela peut difficilement nous laisser insensibles. Cette affaire met naturellement en lumière combien le gouvernement anglais craint de déplaire au grand allié atlantique ; mais un autre aspect,



(Keystone)

Le Dr Soblen : un « mauvais » juif.

pas plus surprenant certes, mais moins généralement souligné, mérite l'attention. Le docteur Soblen était Israélite et avait demandé à Israël le droit d'asile que le jeune Etat accorde à tout Israélite poursuivi ; Israël a refusé ce droit. Le droit d'asile en Israël, le fait qu'Israël considérait comme citoyens de droit les Juifs du monde entier qui désiraient s'y réfugier, c'était l'un des points les plus originaux de cet Etat ; nous avons maintenant la preuve qu'il est un crime inexpiable, celui de communisme. En effet, ce droit a joué pour des condamnés de droit commun — on sait que Joinovici, escroc poursuivi par la justice française, en profita ; on dit que des Juifs algériens de l'O.A.S. en ont profité aussi. Mais pour le gouvernement actuel d'Israël, il y a, finalement, une distinction à faire. Tout nazi avait son « bon » Juif ; l'Etat d'Israël a ses « mauvais » Juifs ; et ce ne sont pas les escrocs ni les O.A.S. Cette attitude, finalement, ne réjouira que les antisémites.

P.-L. TH.

CUBA : NOUVEL ENJEU

« L'AFFAIRE cubaine », comme l'écrit la grande presse, ne cesse d'évoluer depuis quelques jours.

La situation préélectorale des Etats-Unis contribue sans aucun doute aux déclarations extrémistes qui ont cours actuellement outre-Atlantique, mais ce n'est qu'un aspect de la question. En réalité l'échec de « l'Alliance pour le Progrès », dans toute l'Amérique latine — échec attribué non sans quelques raisons au « castroïsme » — joue sans doute un rôle important dans les décisions en cours.

Une nouvelle tension

Après quelques mois d'accalmie, la situation s'est subitement aggravée, comme nous le signalions la semaine dernière.

Depuis, deux bateaux chargés de mélasse et de sucre qu'ils transportaient à Cuba, ont été attaqués par un navire inconnu.

Mais cet événement est mineur, si l'on songe d'une part aux mesures américaines, d'autre part aux déclarations du gouvernement soviétique.

Sous la pression des républicains, et d'une fraction de son propre parti, le Président Kennedy vient de demander au Congrès l'autorisation de rappeler 150.000 réservistes. En même temps, des consultations ont eu lieu entre les Etats-Unis et les puissances de l'O.T.A.N. et ces discussions ont été caractérisées par le département d'Etat comme « généralement satisfaisantes ». La pression intérieure ne cesse de croître pour exiger de Kennedy une politique plus ferme envers Cuba. Thomas Dodd, sénateur démocrate, allant même jusqu'à demander un programme « pour la libération de Cuba » et la création d'un gouvernement en exil.

Un neutralisme menacé

Face à cette situation, le gouvernement soviétique a publié une déclaration sévère et quelque peu menaçante.

« Actuellement, dit le communiqué, on ne saurait attaquer Cuba et considérer que cette attaque restera impunie. Si une telle attaque est commise ce sera le début de la guerre. »

Il apparaît donc très clairement que, tout comme Berlin, Cuba est de-

venu un enjeu nouveau dans l'affrontement des deux grands.

Dans ce contexte, la position des dirigeants cubains devient chaque jour plus inconfortable.

Leur révolution est menacée, directement par les Etats-Unis. Cette attitude n'est certes pas nouvelle, mais risque de trouver quelque écho chez les Cubains eux-mêmes, dans la me-

Unis reste totalement absurde. Ce qui est vrai, c'est que l'existence même du régime cubain devient chaque jour plus exemplaire pour l'ensemble de l'Amérique latine. Ce que l'administration américaine supporte de moins en moins aisément.

Tels sont les premiers éléments de réflexion qui surgissent à la lecture des nouvelles d'agence.



(Keystone.)

Paysans cubains armés au cours d'une manifestation.

sure où des difficultés économiques incontestables existent.

Par ailleurs, le recours accru à l'aide soviétique, tant sur le plan militaire que sur le plan économique, pèsera sans doute de plus en plus lourd dans la balance, et le « neutralisme » de Cuba est chaque jour plus menacé.

On voit mal, à la vérité, comment le gouvernement cubain pourrait réagir autrement. Mais les difficultés s'accumulent sur son chemin. La « voie cubaine » vers le socialisme est en fait compromise dans la mesure où les pressions extérieures sont devenues déterminantes.

Il dépend d'abord des peuples de l'Amérique latine d'exercer une pression telle que toute agression venant des Etats-Unis apparaisse comme impossible. Il ne semble pas que cela soit concevable actuellement.

Reste l'équilibre des marchandages en cours, qui ne concernent pas que Cuba, et qui joueront sans doute leur rôle. Pas obligatoirement à l'avantage du peuple cubain.

Celui-ci, profondément engagé dans une expérience unique, et à bien des égards exemplaire, se voit avec déplaisir devenir un objet de négociation au niveau mondial. Il est frappant à cet égard de constater que dans ses derniers discours Fidel Castro tend à réduire la campagne que nombre de parlementaires américains mènent sur Cuba à une affaire préélectorale, éminemment dangereuse certes, mais qui risquerait de s'arrêter une fois les élections passées.

Les dirigeants cubains gardent donc leur sang-froid, tout en prévoyant le pire. Quelle que soit la propagande américaine il est impossible de trouver trace dans les discours de Castro de l'agressivité dénoncée.

Un régime exemplaire

Au demeurant, l'idée d'une attaque, par la petite île cubaine, des Etats-Unis ne sont pas rassurants pour

tous les amis de Cuba. Il est donc plus que jamais évident qu'ils doivent soutenir partout et sous toutes les formes la révolution cubaine.

Non, Cuba ne doit pas devenir un nouveau Guatemala.

Christian Guerche.

L'AVERTISSEMENT SOVIÉTIQUE

R APPELONS ici la teneur du dernier avertissement de l'U.R.S.S. aux Etats-Unis.

Si le point de départ de cette déclaration est la situation à Cuba, tout le message s'inscrit dans le contexte de la stratégie diplomatique soviétique, l'ensemble des problèmes internationaux y est abordé.

Après un rapide exposé des motifs, à propos du rappel des 150.000 réservistes, le communiqué de l'Agence Tass déclare :

« On ne peut interpréter cette position du gouvernement des U.S.A. que comme un alibi pour les intentions agressives des Etats-Unis. Cette décision ne peut conduire qu'à une aggravation de la situation internationale... C'est une provocation contre la paix. »

Répondant plus loin à l'accusation d'avoir livré des armes à Cuba, le texte explique que l'Union soviétique y a été forcée, compte tenu des menaces américaines, mais ajoute :

« Il convient de préciser que le nombre de spécialistes militaires soviétiques expédiés à Cuba ne peut être nullement comparé à celui des travailleurs de l'agriculture et de l'industrie qui se rendent dans ce pays. »

Avant de conclure sur un appel à la raison, à la coopération en vue de diminuer la tension, le communiqué formule cet avertissement :

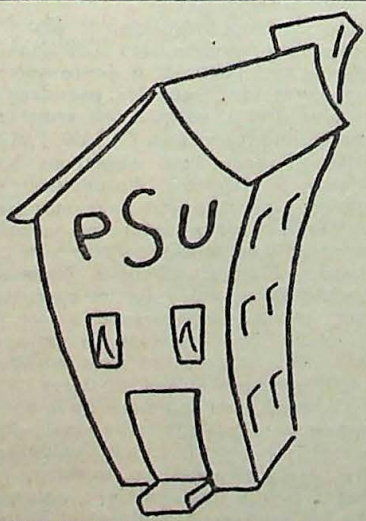
« A l'heure actuelle, on ne peut attaquer Cuba en estimant qu'une telle agression restera impunie. SI L'ON SE LIVRAIT A UNE TELLE AGRESSION, CE SERAIT LE DECLENCHEMENT DE LA GUERRE. »

VOUS POUVEZ AIDER LE P.S.U.

à trouver les locaux qui lui sont indispensables

Pour permettre à ses organismes de travailler dans de bonnes conditions
Pour développer ses moyens d'organisation

PARTICIPEZ A L'OPERATION "LA MAISON DU P.S.U."



Tous les amis et sympathisants qui ne l'ont pas encore fait, et qui en ont la possibilité, se doivent de souscrire une ou plusieurs parts à la Société Civile Immobilière en formation (part : 50 NF) En adresser le montant à Jacques BUENO, 3, allée Tristan-Bernard, à Pantin (Seine). C.C.P. 1752-01 Paris.

Faites circuler des listes de souscription. Cotisez-vous pour acquérir des parts.
Merci à tous.

Pour le bureau national, Edouard DEPREUX.



LE COMBAT DANS L'ÎLE

de Cavalier

VOICI un film policier au sens étymologique du terme, c'est-à-dire un film politique. (Politeia : organisation politique.)

Dans la mer morte du cinéma français, ce film d'Alain Cavalier est une île salvatrice, la terre enfin touchée... et tant promise par les jeunes Turcs de la Nouvelle Vague : Truffaut, Vadim, Malle, Astruc, dont il s'avère désormais évident qu'ils font et ne feront jamais qu'un cinéma bourgeois à l'office de la bourgeoisie. En 1957, Astruc justifiait en ces termes son dégageant politique : « Les gens ont de plus en plus l'impression que les décisions sont prises à un échelon très haut, et ils ne se sentent plus concernés par elles. Au lendemain de la Libération, chacun avait l'impression d'avoir à prendre ses propres responsabilités... Or, depuis cette époque, la politique est allée sans cesse s'idéalisant en passant du plan concret à l'abstrait. »

Cette profession de foi va de pair avec l'individualisme exacerbé d'un Godard, la désocialisation à l'égard des règles de conduite imposées par les luttes revendicatives. Pour la Nouvelle Vague, « l'amour est le seul refuge contre l'absurdité du monde où nous vivons. » (Valcroze).

Disons-le, « Le Combat dans l'île » est un film antifasciste. Il démonte des mécanismes qui, relevant apparemment du fait divers, sont le fruit d'un complot à caractéristiques nazies. Clément (J.-L. Trintignant) et Serge, ont des théories nébuleuses : « L'Occident se dégrade... Il faut vaincre le communisme... Le patronat agonise... »

Ils mettent ces théories en pratique et décident d'abattre un ministre de gauche. L'attentat est manqué et Clément, par la trahison de

Serge, est contraint de se réfugier avec sa femme (Romy Schneider) dans une maison de campagne appartenant à un ami, Paul (H. Serre). Celui-ci représente, de façon conventionnelle il faut le dire, le démocrate de gauche. Il est imprimeur et édite des tracts qu'il fait distribuer dans les ateliers et les usines.

Clément part en Amérique du Sud pour abattre celui qui l'a trahi. Pendant ce temps, Paul tombe amoureux de sa femme. Au retour de Clément, une opposition radicale s'installe entre les deux hommes. Cette opposition, politique d'abord, s'aggrave par le conflit amoureux. Puis, c'est le combat final, provoqué avec fanatisme par Clément.

Le film est d'une richesse étonnante, même s'il s'inscrit volontairement dans les limites d'un genre. Le réalisateur s'est attaché surtout à faire la peinture d'un groupe de fascistes que la veulerie, le fanatisme, la conquête du pouvoir conduisent peu à peu à l'autodestruction. C'est aussi le portrait et le procès

d'un homme (Clément) dont la non-participation à la vie sociale signifie pour lui la liberté : « N'avoir pas de métier, d'argent, de famille, c'est cela la liberté. » Alain Cavalier dénonce ce système de pensée en révélant l'étiquette ultra-réactionnaire qu'il contient, car l'oisiveté, l'individualisme conduisent aux mœurs fascistes. (Cf. le banditisme symptomatique depuis l'installation en France des pieds-noirs.) On ne peut aujourd'hui faire un film policier sans ignorer le facteur traumatisant de l'Algérie sur le plan social.

Enfin, la réalisation du « Combat dans l'île » est celle d'un grand maître. Photo nette, montage rigoureux. Alain Cavalier fait éclater les limites du cinéma policier par une subversion très saine des idées. Ce savoir-faire et ce courage sont à saluer. Il est rare aujourd'hui de voir un cinéaste (j'excepte Marker, Gatti et quelques autres) qui ose témoigner pour son temps.

Pierre Uytterhoeven.

Marcel Ranchal.

Livres

Le phénomène Siménon

CHAQUE nouveau livre de G. Siménon a, à travers le monde, un tirage initial de 1.000.000 d'exemplaires. En France, les Presses de la Cité qui l'édition ont créé pour lui une collection qui, financièrement, est une des pierres angulaires de la maison. A un tel phénomène, les éditeurs ne fournissent qu'une explication : Siménon est le seul écrivain capable d'accrocher aussi bien un illettré qu'un universitaire. Ni les habiletés de l'intrigue, ni les grâces du style ne peuvent expliquer une résonance aussi universelle. Siménon déclare que c'est le rythme de sa machine à écrire qui le détermine et qu'il s'applique à user du vocabulaire le plus pauvre possible. Il faut faire la part néanmoins de cette incroyable fécondité, cette interminable galerie de personnages...

Né à Liège d'un père wallon et d'une mère flamande — l'un et l'autre derniers d'une nombreuse famille dont les membres auront les destins les plus divers, du clochard anarchiste au financier millionnaire — il doit, à seize ans, sa mère étant veuve, s'embaucher comme commis de librairie. Il le restera peu de temps et sera engagé comme secrétaire par un aristocrate français.

Enfin, à vingt-trois ans, il signe un contrat avec une maison d'édition populaires qui l'astreint à écrire soixante pages par jour, sous les pseudonymes les plus divers, ce qu'il fait ponctuellement pendant sept ans. En 1930, l'éditeur Arthur Fayard voit surgir un jeune homme de 27 ans, brandissant une énorme pipe et tenant deux manuscrits sous le bras, deux romans racontant les enquêtes d'un même policier : le commissaire Maigret. Sherlock Holmes et Hercule Poirot ont enfin un successeur. Mais celui-ci leur ressemble fort peu. Les deux premiers sont de purs cerveaux. L'autre est lourd, plus intuitif que subtil, presque grand à force d'être quelconque. Les intrigues qu'il dénoue sont souvent mal construites mais aucun lecteur n'y songe car le suspense a changé de support. La question n'est plus : qui a tué ? mais : pourquoi ? Dès les premiers « Maigret », Siménon démontre qu'il était plus un écrivain qu'un auteur policier.

En 1938, il publie sa première œuvre vraiment romanesque : « Les Pitlards ». Gide le déclare alors : le plus authentique romancier de sa génération.

Pour les critiques de gauche, la cau-

se est entendue : Siménon est un auteur prodigieusement doué mais en proie à la délectation morose ; il se complait dans des récits où des personnages veules dérivant au fil de l'existence dans un halo de brume grisâtre — la fameuse atmosphère siménonneuse. Pour ceux de droite, l'enthousiasme est de rigueur. On célèbre à l'envie la morne détresse, la fatalité médiocre qui animent l'œuvre entière. L'une et l'autre position sont explicables. Siménon n'a jamais voulu être un auteur engagé... Maigret, vis-à-vis des puissants, est d'une extrême déférence... Rien n'est plus rassurant pour l'ordre établi qu'un désespoir sans révolte.

Le plus souvent, ses personnages refusent ou abandonnent.

Il n'est pas le romancier des passions absolues, des démons intérieurs ou du désespoir... Il est le romancier de la déchéance. Mais pour déchoir il faut occuper un gradin de la pyramide sociale... et si l'on en vient volontairement à se laisser glisser, c'est qu'on était en proie à un attrait morbide pour la dégringolade ou qu'on a obscurément compris que l'édifice était mal construit.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.
Semaine du 12 au 18 septembre

LA DÉNONCIATION

un film de Jacques Daniol-Valcroze

LE FLORIDE 43, Fg Montmartre
PROvence 63-40

Semaine du 12 au 18 septembre

LE CUIRASSÉ POTEMKINE

et
LETTRE DE SIBIRIE

(Permanent tous les jours de 14 h. à 24 h.)